



Québec, le 23 juillet 2018

PAR COURRIEL

Objet : Demande d'accès aux documents administratifs
Notre dossier : 16310/18-74

Monsieur,

La présente a pour objet de faire le suivi de votre demande d'accès, reçue le 26 juin 2018, visant à obtenir les documents suivants :

- Tous les contrats signés dans le cadre du *Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur*, notamment pour l'achat des « combos numériques » offerts aux écoles.

À la date de votre demande, aucun contrat n'a été signé depuis le lancement du Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur, le 30 mai 2018. Toutefois, des contrats et des ententes de services visant à amorcer les travaux de préparation du Plan d'action ont été conclus avant son lancement. Conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, ceux-ci sont diffusés, à titre d'engagements financiers de 25 000\$ et plus, sur le site internet du Ministère et peuvent être consultés à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.qc.ca/le-ministere/acces-a-linformation/appels-doffres-et-engagements-financiers/>

Nos recherches ont également permis de retracer un contrat octroyé d'une valeur inférieure à 25 000\$ visé par votre demande :

Prestataire : SVI eSolutions Inc.

Titre : Service d'espace de travail collaboratif pour la tenue du chantier sur le eCampus et la formation à distance en enseignement supérieur

Montant : 21 243,75\$

Date de début : 2018-02-05

Date de fin : 2018-06-30

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents,

originale signée

Ingrid Barakatt
IB/JC/jr

p. j. 3

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (la Loi).

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) *Pouvoir :*

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	525, boul René-Lévesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) *Motifs :*

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) *Délais :*

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).